

Table des matières

Vue d'ensemble	2
Principaux thèmes	4
Perspectives canadiennes	6
Perspectives provinciales	8
Perspectives sectorielles	9
Tableau : Prévisions économiques	10
Tableau : Prévisions financières	12
Conclusion	15

Vue d'ensemble

L'économie du Canada et l'économie mondiale sont aux prises avec la pire récession depuis la Grande Dépression¹.

Le FMI prévoit que l'économie mondiale se contractera d'au moins 3 % cette année, un brusque revirement par rapport à la croissance de 3,3 % prévue en janvier 2020. Pour évaluer la gravité du ralentissement actuel, rappelons-nous que l'économie mondiale n'a que légèrement reculé (-0,1 %) lors de la Grande Récession de 2008-2009 (voir la figure 1). Pour une économie avancée comme celle du Canada, le recul sera deux fois plus important que la chute de 3,3 % inscrite en 2009, alors que les économies émergentes vivront le premier déclin de production de leur histoire. Heureusement, la tendance semble s'inverser et la croissance devrait être au rendez-vous dans la deuxième moitié de cette année et pendant 2021.

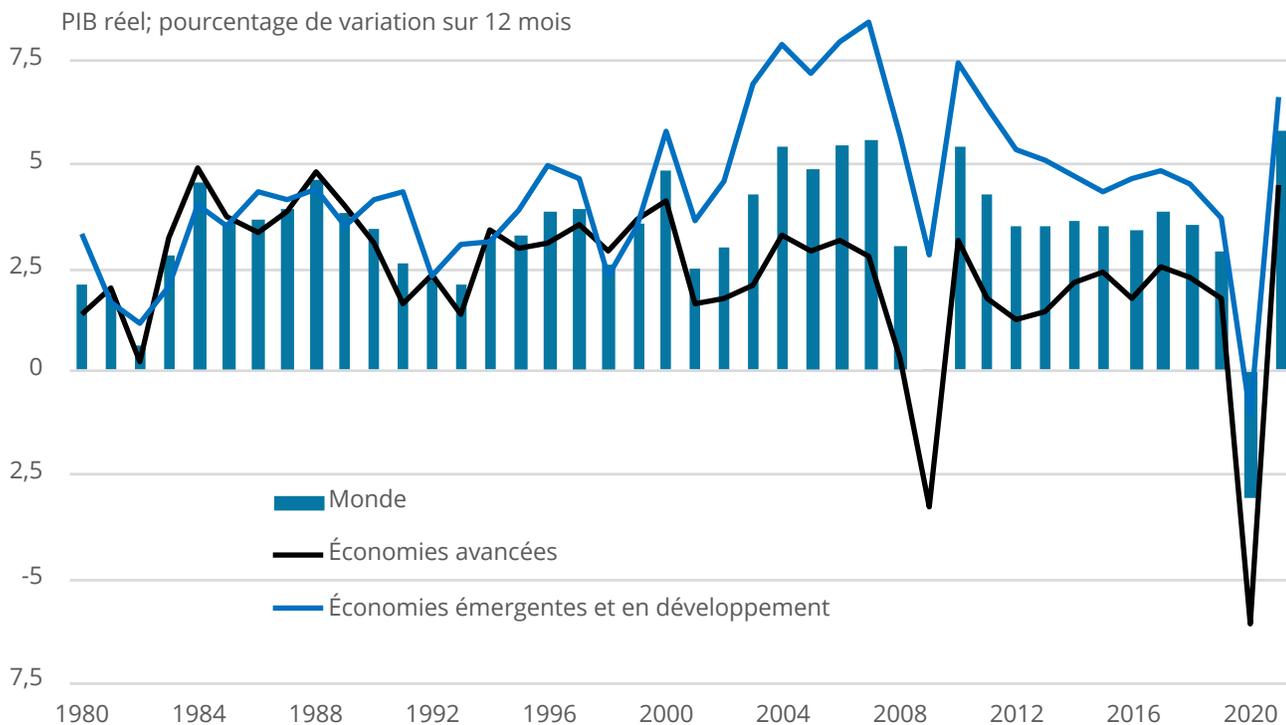
Les répercussions économiques ont été très sérieuses jusqu'à maintenant. Alors que l'épidémie locale du virus de la COVID-19 prenait les proportions d'une pandémie mondiale, les gouvernements du monde entier ont mis en place des mesures de confinement et imposé la fermeture des entreprises jugées non essentielles. Le commerce a été freiné à l'échelle mondiale, car les fermetures (en vigueur et prévues) ont gravement perturbé les chaînes d'approvisionnement et érodé la demande. La dégradation de la demande a empiré les déséquilibres sur les marchés des produits de base et malmené les prix. Les cours du pétrole ont été particulièrement touchés : au départ, l'offre est restée pratiquement la même, mais la demande a dégringolé lorsque les transports ont été mis à l'arrêt.

L'une des caractéristiques les plus distinctives du ralentissement actuel est que le secteur des services a été plus fortement affecté que celui des biens, même si les deux ont beaucoup reculé. La forte densité de main-d'œuvre du secteur des services et les contacts étroits qu'il suppose n'ont fait qu'accentuer l'envolée du taux de chômage. Ce sont surtout les travailleurs à petit salaire qui ont été frappés en raison de leur forte concentration dans les secteurs du tourisme, du commerce de détail, de l'hôtellerie et de l'alimentation. Le ralentissement a aussi ciblé davantage les femmes, car elles représentent une plus grande proportion des travailleurs des secteurs les plus touchés.

L'effondrement de l'activité économique de production et la montée du chômage ont été immédiats, ce qui était du jamais vu. Tout comme, d'ailleurs, la rapidité de la réaction des gouvernements. Partout dans le monde, les banques centrales ont mis en place d'importantes mesures de relance monétaires, comme la réduction des taux d'intérêt et des programmes de rachat d'actifs. Les autorités monétaires ont aussi injecté des liquidités sur le marché pour assurer la disponibilité du crédit. Sur le plan budgétaire, les gouvernements ont mis en place des programmes de soutien du revenu pour les travailleurs et d'aide financière pour les entreprises. Ces mesures ont atténué les risques de détérioration de l'économie, notamment les risques de ralentissement prolongé (dépression) et de déflation.

¹ L'économie mondiale a subi une baisse encore plus marquée à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, au moment où les pays ont cessé de produire du matériel de guerre, mais cette démobilisation n'était pas la même chose qu'une récession.

Figure 1 : Croissance économique mondiale sur 40 ans



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, juin 2020.

Les chiffres sur la reprise sont trompeurs

En raison de délais de publication pouvant aller souvent jusqu'à deux mois, les statistiques économiques officielles n'ont commencé à révéler la véritable ampleur du ralentissement que tout récemment. Cependant, la plupart des économies mondiales sont train de reprendre leurs activités. Les données semblent maintenant indiquer que le plus bas niveau d'activité économique causé par la COVID-19 aurait été atteint en avril. Par conséquent, les décideurs ont délaissé le mode « réaction » à la crise pour passer en mode « reprise », malgré le virus toujours présent.

Il est primordial de trouver un équilibre entre les risques pour la santé et les risques pour l'économie. Il semble que la voie à prendre consiste à rouvrir les économies graduellement tout en prenant des mesures pour réduire les risques pour la santé, dont le dépistage, le triage et le traçage.

La réouverture entraînera vraisemblablement de nouveaux cas. Cependant, une levée graduelle des restrictions, de manière à ne pas surcharger le système de santé, devrait réduire les cicatrices économiques que laisserait un ralentissement prolongé.

Il faut souligner que certains pays ne sont toujours pas en mesure de relancer leur économie et qu'ils ne seront pas prêts à reprendre leurs activités avant des semaines, voire des mois. Il risque aussi d'y avoir de nouvelles éclosions au pays d'ici la fin de l'année et par la suite. De plus, les inégalités entre les pays en matière d'accès aux ressources, de structure économique et de capacité budgétaire laissent présager une reprise mondiale longue et chaotique; mieux vaut donc se préparer!

Il faut aussi préciser que les données économiques auront l'air surprenantes même si la reprise est lente. Considérons les chiffres : pour récupérer un recul de 5 %, il faut une progression de 5,2 %, tandis que reprendre

une baisse de 50 % nécessite une remontée de 100 %! Au vu de la gravité du ralentissement au Canada et dans le reste du monde, l'activité restera morose même si les chiffres semblent indiquer une reprise solide.

Par exemple, les résultats de l'Enquête sur la population active de mai indiquent que 289 000 emplois ont été créés au Canada. En temps normal, même le dixième de ce chiffre est considéré comme excellent. Il est pourtant faible quand on le compare aux trois millions d'emplois perdus au cours des deux mois précédents. En fait, malgré ce gain, le taux de chômage (qui comprend les travailleurs qui ne sont pas à la recherche d'un emploi en raison de risques pour leur santé) est resté à presque 20 %.

Donc, même si les prévisions semblent solides et indiquent presque un rebond aussi marqué que l'effondrement a été brutal, l'ampleur de la chute de l'activité économique signifie que la reprise sera lente.

Principaux thèmes

Lors de notre analyse du ralentissement économique et de la reprise tant espérée qui s'ensuivra, en particulier au niveau sectoriel, nous avons examiné une multitude de facteurs cycliques et structureaux et même des facteurs non économiques.

Faisons le point

Il apparaît évident que le bouleversement sans précédent qu'est la pandémie de la COVID-19 a entraîné des changements dans nombre de secteurs. La pandémie a également amplifié les tendances de plusieurs secteurs et de l'économie dans son ensemble. Prenons un moment pour préciser certains facteurs clés.

Au Canada, le vieillissement de la population est rapide et le pays compte de plus en plus sur l'immigration pour accroître sa **population**. De plus, la santé des Canadiens âgés est plus à risque et leurs épargnes ont été mises à mal par la volatilité des marchés financiers. La COVID-19 pourrait réduire leur participation au marché du travail et leur enlever le goût de dépenser pendant la reprise et par la suite.

Le Canada est toujours ouvert à l'immigration, mais le pays pourrait échouer à attirer autant de nouveaux venus qu'il lui faut à cause des risques accrus pour la santé des déplacements internationaux.

Le Canada s'est engagé à s'attaquer aux **changements climatiques**. Les gouvernements ont la possibilité d'utiliser les mesures qu'ils ont mises en place en réaction à la COVID-19 pour accélérer la transition vers une économie à moindre intensité carbonique. Le programme fédéral visant les puits orphelins du secteur de l'énergie en est un exemple.

Les entreprises et les gouvernements ont été forcés d'accélérer leur **transformation numérique**. Cela aura des répercussions sur les investissements des entreprises pendant la reprise économique, mais les changements apportés aux processus d'affaires risquent de ralentir la reprise du marché du travail.

Les organisations ont créé de nouveaux **lieux de travail flexibles** et favorisé le télétravail. Pour nombre d'entre elles, les règles de confinement imposées ont fait du télétravail une nécessité. De nombreuses études confirment l'accroissement de productivité associé au télétravail, notamment grâce au temps gagné par les navetteurs, mais le changement imposé par les mesures gouvernementales a été brusque. Nombre de travailleurs et d'entreprises n'étaient pas prêts pour le télétravail. La situation a aussi été compliquée par la fermeture des écoles et des services de garde. C'est pourquoi la productivité peut avoir diminué. Peu importe les préférences des travailleurs, les entreprises voudront rentabiliser leur investissement dans l'infrastructure de télétravail. Nombre d'entre elles découvriront aussi les éventuelles économies de coûts par rapport à ceux d'un immeuble commercial. Cela n'augure rien de bon pour les prix de l'immobilier commercial et risque de freiner la construction dans ce secteur.

Par ailleurs, en raison de la nécessité de maintenir une distanciation physique, certaines sociétés privilégient l'**automatisation**. Ce choix pourrait stimuler les investissements pendant la reprise, mais risque d'avoir un effet négatif sur la demande de main-d'œuvre.

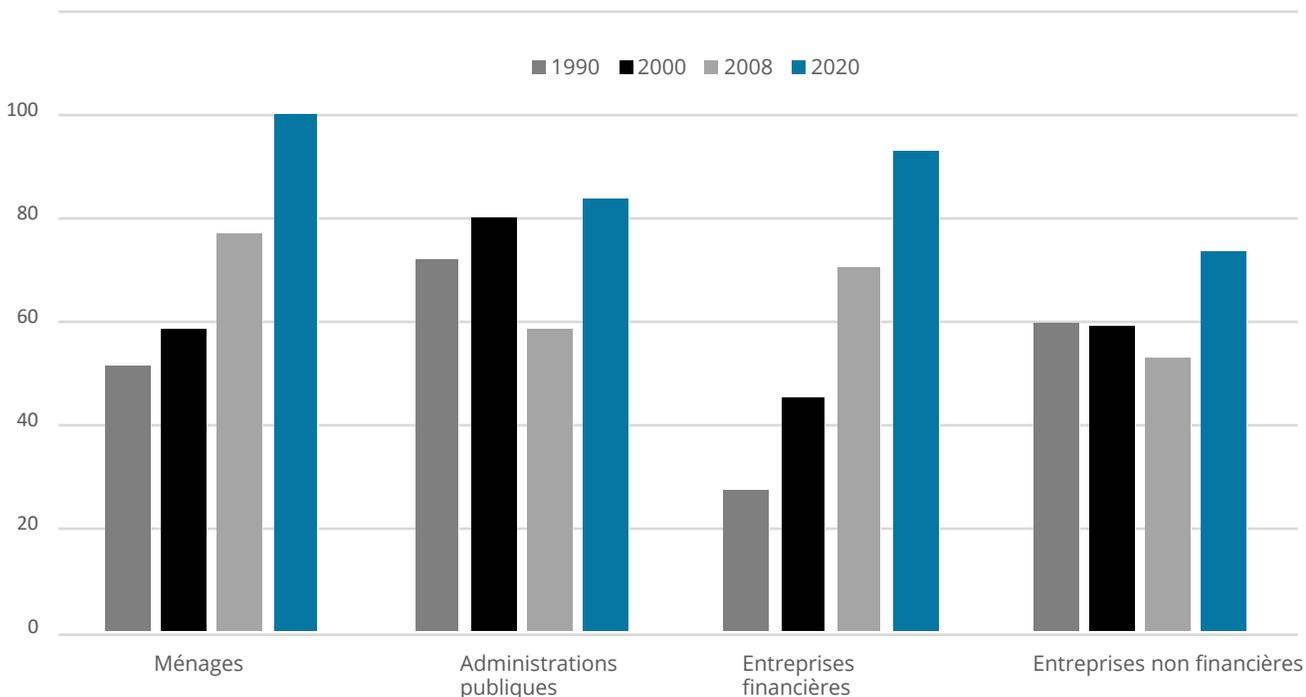
La montée du protectionnisme malmène les **chaînes d'approvisionnement du monde entier** depuis des années. Et la pandémie a perturbé les chaînes d'approvisionnement d'une façon que les entreprises et les gouvernements n'avaient jamais envisagée. Tandis que la reprise s'installera, plusieurs chaînes d'approvisionnement subiront des changements. Par exemple, certaines entreprises examinent la redondance de leur chaîne d'approvisionnement pour contrer de nouvelles perturbations.

Les gouvernements ont pris conscience qu'il serait nécessaire de fabriquer certains produits essentiels à l'échelle nationale. La relocalisation de la production de biens essentiels (fournitures et matériel médical) ou de produits stratégiques (appareils électroniques, matériel militaire) devrait stimuler les investissements futurs. Mais il faudra mettre en balance la nécessité d'un approvisionnement ininterrompu et la réduction des gains tirés du commerce qu'elle ne manquera pas d'entraîner.

Le rôle de l'État a été considérablement étendu. Les gouvernements sont maintenant responsables de la gestion et de la conception des environnements de travail des entreprises, comme la distance entre les tables dans les restaurants ou la hauteur des écrans en plexiglas. Le gouvernement fédéral obtient une participation dans les entreprises qui ont recours au Crédit d'urgence pour les grands employeurs et leur impose des limites à la rémunération des dirigeants et aux rachats d'actions.

Les **risques géopolitiques** se sont accrus. La grave crise sanitaire et les difficultés économiques engendrées par la COVID-19 ont incité de nombreux pays à durcir leur position envers la Chine. Même si ces prises de position peuvent s'assouplir une fois la pandémie éradiquée, elles soulignent l'accroissement du risque politique pendant la reprise. Un conflit entre la Chine et le monde occidental était probablement inévitable, mais un risque politique et une lente reprise des activités ne font pas bon ménage.

Ratio de l'endettement par rapport au PIB
120



Remarque : Les ménages comprennent les institutions sans but lucratif au service des ménages.
Source : Statistique Canada. Calculs des Services-conseils en économie de Deloitte.

Le principal héritage économique de la COVID-19 sera l'endettement. Les pertes d'emploi et les heures de travail réduites ont fait baisser les revenus des ménages et créé des consommateurs très endettés. En fait, les ratios des dettes sur les revenus, déjà élevés, risquent d'augmenter considérablement au Canada (voir la figure 2). La diminution de la demande et les coûts d'exploitation accrus vont aussi augmenter l'endettement des entreprises. Et, ce qui est probablement encore plus important, les coûts des mesures de soutien de la main-d'œuvre et des entreprises pendant la crise économique laisseront les gouvernements criblés de dettes. Cet endettement additionnel ralentira vraisemblablement le rythme de la reprise et fragilisera les économies à long terme.

Les comportements des **consommateurs** aussi sont appelés à changer pendant la reprise des activités, surtout jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible. En raison des risques pour la santé, les consommateurs fréquenteront moins souvent les magasins, hésiteront à toucher les produits sur les étalages et feront de plus gros achats à chaque sortie, mais dépenseront moins au total.

Le maintien des mesures de distanciation physique limitera le nombre de personnes présentes dans les magasins, les restaurants

et les centres sportifs. Les volumes de vente en pâtiront, et le nombre de travailleurs requis sera moindre.

Une grande incertitude entoure la manière dont les gouvernements réduiront les programmes de soutien du revenu et du crédit qu'ils ont mis en place. Par exemple, la PCU permet aux travailleurs sans emploi de recevoir 500 \$ par semaine pendant au plus six mois. Cependant, ce programme prendra éventuellement fin. À ce moment-là, ces chômeurs devront être transférés vers l'assurance-emploi, mais de nombreux travailleurs n'y auront pas droit. Le gouvernement pourrait mettre en place un programme pour ceux qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi, mais ces programmes de soutien au revenu sont moins généreux que la PCU. De même, certaines **banques** proposent un report des paiements hypothécaires pouvant aller jusqu'à six mois. Ce report allège le fardeau des Canadiens en difficulté, mais il prendra fin à un certain point. C'est donc dire que nous n'avons observé qu'une partie des perturbations qui toucheront les revenus et le chômage.

Il en va de même pour les faillites d'entreprises. En avril, le nombre de particuliers et d'entreprises en situation d'insolvabilité était inférieur à celui de mars

et en nette baisse par rapport à il y a un an. Mais ce nombre ne reflète pas la véritable situation : les faillites ne sont que remises à plus tard par des mesures publiques ayant pour but d'en limiter le nombre.

Enfin, au Canada, la reprise économique sera tributaire des perspectives des **secteurs** les plus touchés. Les secteurs les plus mal en point mettront sans doute plus de temps à s'en remettre. Le tourisme et les déplacements internationaux, par exemple, resteront très limités tant que le virus sera actif. Les détaillants devront composer avec le fait que les dépenses effectuées dans les magasins ayant pignon sur rue continueront de baisser, et les restaurateurs, avec le fait que les gens mangeront plus souvent à la maison plutôt que de sortir, que ce soit par choix ou pour des raisons économiques. Le secteur pétrolier canadien continuera d'être malmené par l'offre excédentaire et l'abondance des stocks. Malgré la probabilité que les prix restent moroses, la production de pétrole augmentera à cause des investissements déjà consentis et des coûts exorbitants du redémarrage après une interruption des activités, mais le capital investi ne sera jamais entièrement rentabilisé.

Perspectives canadiennes

Compte tenu des faits que nous venons d'exposer, la reprise économique sera manifestement lente.

Les dépenses de consommation représentent près de 60 % de l'activité économique. Or les ménages réduiront leurs dépenses, et la reprise du marché du travail prendra du temps. On peut donc conclure que la croissance économique ne sera que modeste à modérée après le rebond initial suivant la réouverture des lieux de travail.

Les investissements dans l'immobilier résidentiel se sont maintenus jusqu'à maintenant pendant le confinement, la construction de maisons neuves ayant été particulièrement résiliente. Il y a toutefois un réel risque que les prix des maisons subissent une correction, et la construction en subira les contrecoups. La hausse du taux de chômage, la baisse des revenus des particuliers, les risques persistants pour la santé et l'augmentation de l'endettement sont autant de facteurs défavorables au marché immobilier. Il risque aussi d'y avoir un afflux de copropriétés sur le marché, car les investisseurs estimeront que les revenus de location ne sont pas à la hauteur. L'immobilier commercial est particulièrement vulnérable en raison de la popularité du télétravail. Le secteur des immeubles industriels et des entrepôts sera moins touché que celui des magasins de détail et des bureaux. Mais même avec les gains découlant de la relocalisation et du commerce électronique, il ne s'en sortira pas indemne.

Les investissements des entreprises seront limités par les pertes financières, mais les investissements essentiels dans des domaines comme le numérique et l'automatisation se poursuivront. Les investissements devraient s'améliorer à mesure que les risques pour la santé s'atténuent et que l'économie se rétablit. Mais, comme nous l'avons déjà souligné, certains secteurs comme l'énergie résisteront à cette tendance.

Les dépenses en immobilisations des gouvernements fédéral et provinciaux devraient être stimulées par des mesures de relance à venir. Les gouvernements investissent souvent dans les infrastructures pour donner un coup de fouet à l'économie, car les retombées de ces projets sont élevées. D'après nous, plutôt que d'opter pour la construction de routes et de ponts, comme d'habitude, les gouvernements se tourneront vers le numérique, les soins de santé et l'éducation.

Les dépenses des gouvernements seront élevées à court terme, mais elles diminueront à mesure que la reprise prendra de la vigueur et que les gouvernements commenceront à penser à rétablir l'équilibre budgétaire. En réalité, il s'agit d'une perspective à long terme, qui ne commencera probablement pas avant 2022 au plus tôt.

Au Canada, le commerce international devrait reprendre en parallèle avec l'économie mondiale. Les exportations devraient aussi bénéficier de la reprise américaine et de la possibilité que des entreprises étrangères réaffectent certaines activités en Amérique du Nord. Le secteur de l'énergie devrait rester morose, mais il sera stimulé par la reprise mondiale et le règlement d'une partie des désaccords entre les membres de l'OPEP+.

En raison de l'ampleur des mesures de reprise budgétaires et monétaires, d'aucuns s'inquiètent d'une accélération de l'inflation. Pour le moment, ce risque est faible. En fait, les risques de déflation sont beaucoup plus préoccupants à cause de la gravité de la récession. L'inflation pourrait augmenter si le montant des mesures de relance budgétaires et monétaires n'est pas réduit une fois que l'économie sera de retour à la normale. Cela est toutefois improbable en raison de la nature temporaire des mesures en question.

Analysons maintenant les chiffres

Si l'on rassemble tous les éléments, quelles sont les perspectives de croissance pour l'économie canadienne? Après avoir reculé de 8,3 % sur une base annualisée au premier trimestre de 2020, on estime que l'économie aura plongé de 39,8 % au deuxième trimestre. Toutefois, la croissance semble avoir repris en mai, et l'économie devrait croître en moyenne de 27 % sur une base annualisée au second semestre.

Pour l'ensemble de l'année, il est prévu que l'économie canadienne se contractera de 5,9 %, avant de remonter de 5,6 % en 2021.

L'emploi au pays reculera de 3,5 % cette année, avant de progresser de 3,7 % l'année prochaine. Ces chiffres semblent encourageants, mais le taux de chômage à la fin de 2021 sera encore nettement plus élevé que celui d'avant la pandémie.

En tenant compte de la reprise graduelle, la Banque du Canada devrait maintenir les taux d'intérêt à leur niveau actuel jusqu'en 2021 au moins.

Le dollar canadien s'était déjà déprécié au début de l'année à cause du recul des prix des produits de base, de la réduction des perspectives économiques et de l'achat par les investisseurs d'actifs refuges en dollars américains. À mesure que les risques économiques diminuaient et que les prix des produits de base se stabilisaient, le dollar canadien avait remonté à près de 74 cents US au moment de la publication du présent rapport. Nous prévoyons que la valeur de dollar augmentera légèrement.

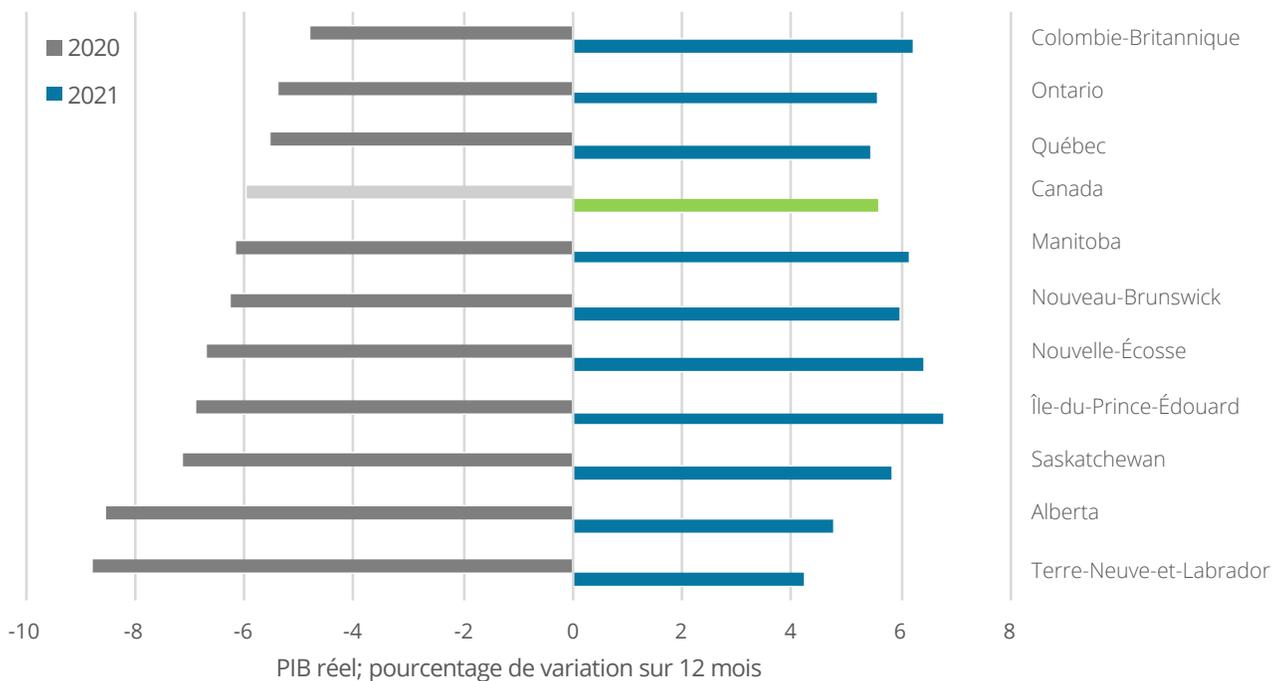
Perspectives provinciales

Les économies de l'Alberta et de Terre-Neuve-et-Labrador subiront les plus importantes contractions en 2020, leur PIB réel chutant de plus de 8 %, tandis que celle de la Saskatchewan reculera de près de 7 %. Cette piètre performance est imputable à leur forte dépendance au secteur de l'énergie.

Le reste des Maritimes et du Manitoba connaîtra un recul un peu plus prononcé que la moyenne nationale, alors que les provinces centrales de l'Ontario et du Québec s'en sortiront un peu mieux que la moyenne.

Enfin, l'économie de la Colombie-Britannique inscra la meilleure performance : elle affichera le recul le plus faible et sera la plus rapide à revenir au niveau d'avant la COVID-19. Pour ce qui est de la reprise, en 2021, les gains seront répartis entre toutes les provinces, mais les plus touchées seront celles qui se rétabliront le plus lentement.

Figure 3 : Prévisions par province



Source : Statistique Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, 10 juin 2020.

Perspectives sectorielles

Les secteurs les plus touchés seront ceux des mines, du pétrole et du gaz, du divertissement et des loisirs et de la fabrication de biens durables (comme les voitures).

Les secteurs mentionnés ci-dessus devraient inscrire un recul dans les deux chiffres. Parmi les autres secteurs les plus touchés, citons ceux de la vente au détail, du transport, des services administratifs, de l'hébergement et des services de restauration.

Les services professionnels et financiers afficheront les moins mauvais résultats en raison de la facilité du télétravail. Enfin, deux secteurs devraient progresser cette année : l'activité s'intensifiera pour les soins de santé et l'administration publique en lien avec la lutte contre la COVID-19.

Le tableau des prévisions sectorielles ci-dessous contient des détails sur le ralentissement et la reprise, par secteur économique.

Prévisions du PIB, par secteur

	2019	2020	2021
Total	1,6	-5,9	5,6
Agriculture	0,4	-0,0	1,2
Mines, pétrole et gaz	-5,0	-17,6	4,9
Services publics	0,8	-2,9	4,1
Construction	-0,4	-8,2	7,8
• Résidentielle	-2,0	-11,3	9,8
Fabrication	-0,1	-9,7	7,8
• Biens durables	0,2	-12,8	8,5
• Biens non durables	-0,4	-6,2	5,3
Commerce de gros	2,6	-6,8	6,4
Commerce de détail	1,0	-8,8	7,3
Transport et entreposage	1,4	-4,8	7,5
Information et culture	2,6	-3,7	5,6
Finance et assurances	2,9	-2,8	6,9
Immobilier et location	2,7	0,9	0,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,5	-3,2	2,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	-1,0	-4,1	1,8
Services administratifs et gestion des déchets	1,4	-9,5	6,8
Enseignement	2,1	-5,9	8,8
Soins de santé et assistance sociale	3,2	1,0	1,5
Arts, spectacles et loisirs	2,6	-13,0	12,7
Hébergement et services de restauration	2,4	-8,3	9,0
Autres services	1,5	-4,8	4,6
Administrations publiques	2,2	1,5	-0,0

Remarque : Tous les chiffres sont présentés sous forme de taux de croissance annuel composé.

Source : Statistique Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, 16 juin 2020.

Canada : prévisions économiques

	2019				2020			
	T1 réel	T2 réel	T3 réel	T4 réel	T1 réel	T2 réel	T3 réel	T4 réel
Activité économique réelle								
Produit intérieur brut	1,2	3,2	1,1	0,6	-8,3	-39,8	40,2	13,9
Dépenses de consommation	2,4	0,4	2,2	1,7	-9,0	-38,0	35,0	21,1
• Biens durables	5,1	-3,0	0,8	-1,3	-23,3	-40,8	38,5	19,3
• Services	2,1	1,4	2,8	3,3	-10,8	-46,7	48,3	31,7
Investissement résidentiel	-4,0	7,2	13,8	1,2	-0,4	-52,8	27,5	57,8
Investissement fixe non résidentiel	6,8	-1,2	7,0	-2,7	-1,4	-45,6	3,5	28,5
• Structures non résidentielles	6,9	1,6	7,7	0,7	4,1	-44,3	-17,9	3,8
• Machinerie et équipement	46,9	-20,3	-3,7	-13,2	-13,1	-38,6	-1,5	24,9
Consommation et investissements publics	3,0	0,4	2,7	1,0	-2,5	1,9	2,5	2,2
Exportation de biens et de services	-2,7	9,0	-0,4	-4,5	-11,3	-43,7	23,7	31,8
Importation de biens et de services	10,0	-4,4	0,2	-3,2	-10,7	-34,7	21,2	27,9
Prix								
Indice des prix à la consommation (sur 12 mois)	1,7	2,2	1,9	2,1	1,8	0,7	0,9	1,1
Indice des prix implicite du PIB	4,9	4,5	0,0	3,3	2,2	-2,7	2,4	3,6
Revenu nominal								
Revenu intérieur brut	6,0	8,0	1,1	4,2	-6,1	-42,5	42,6	17,5
Revenu des particuliers (sur 12 mois)	3,7	4,8	4,7	5,0	1,4	-12,6	-5,5	-3,2
Bénéfices des sociétés avant impôt (sur 12 mois)	-15,3	-8,9	-19,6	-1,2	-19,5	-57,5	-31,3	-12,7
Marché du travail								
Emploi	3,0	2,6	1,1	0,5	-5,8	-36,5	57,5	3,2
Taux de chômage (%)	5,8	5,6	5,6	5,7	6,3	10,6	7,8	7,1

Remarque : Sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée.

Source : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, 16 juin 2020.

	2021				2019 réel	2020 est.	2021 prév.
	T1 prév.	T2 prév.	T3 prév.	T4 prév.			
Activité économique réelle							
Produit intérieur brut	4,5	2,8	2,5	2,1	1,6	-5,9	5,6
Dépenses de consommation	3,0	2,7	2,4	2,2	1,6	-5,5	6,1
• Biens durables	3,7	3,1	2,9	2,6	0,4	-10,9	6,2
• Services	3,4	3,1	2,6	2,3	2,2	-6,5	8,1
Investissement résidentiel	6,1	3,8	2,6	2,5	-0,6	-5,6	9,7
Investissement fixe non résidentiel	9,5	5,8	3,6	2,8	-0,5	-8,9	5,2
• Structures non résidentielles	15,4	9,1	4,5	2,7	0,7	-10,2	0,2
• Matériel et outillage	8,3	5,4	3,7	3,3	-0,1	-14,7	4,5
Consommation et investissements publics	2,0	1,6	1,6	1,6	1,8	0,7	2,0
Exportation de biens et de services	5,7	3,4	3,1	3,0	1,3	-9,2	6,9
Importation de biens et de services	3,4	3,2	3,0	3,0	0,6	-7,4	6,4
Prix							
Indice des prix à la consommation (sur 12 mois)	1,5	2,3	2,1	2,1	2,0	1,1	2,0
Indice des prix implicite du PIB	2,3	2,0	1,9	1,8	1,9	1,4	2,1
Revenu nominal							
Revenu intérieur brut	6,8	4,8	4,4	3,9	3,6	-4,9	7,4
Revenu des particuliers (sur 12 mois)	0,7	16,1	8,0	4,7	4,5	-5,0	7,1
Bénéfices des sociétés avant impôt (sur 12 mois)	20,4	110,6	49,7	29,3	-11,7	-31,1	45,5
Marché du travail							
Emploi	0,5	0,5	0,5	0,5	2,1	-3,5	3,7
Taux de chômage (%)	6,8	6,7	6,6	6,5	5,7	8,0	6,7

Canada : prévisions financières

	2019				2020			
	T1 réel	T2 réel	T3 réel	T4 réel	T1 réel	T2 est.	T3 prév.	T4 prév.
Taux d'intérêt (%)								
Taux cible du financement à un jour	1,75	1,75	1,75	1,75	1,48	0,25	0,25	0,25
Bon du Trésor Canada 3 mois	1,67	1,66	1,65	1,66	0,21	0,20	0,25	0,25
Billet gouv. Canada 2 ans	1,55	1,47	1,58	1,69	0,42	0,30	0,40	0,50
Billet gouv. Canada 5 ans	1,52	1,39	1,40	1,68	0,60	0,40	0,60	0,80
Oblig. gouv. Canada 10 ans	1,62	1,46	1,37	1,70	0,71	0,60	0,80	1,00
Écart sur la courbe de rendement (points de pourcentage)								
3 mois par rapport à 10 ans	-0,05	-0,20	-0,28	0,04	0,50	0,40	0,55	0,75
2 mois par rapport à 10 ans	0,07	-0,01	-0,21	0,01	0,29	0,30	0,40	0,50
Taux de change								
\$ US/\$ CA (\$ CA)	1,33	1,34	1,32	1,32	1,34	1,39	1,35	1,34
\$ CA/\$ US (cents US)	75,24	74,77	75,72	75,76	74,39	71,94	74,02	74,38

Remarque : Sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée.

Source : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, 10 juin 2020.

	2021				2019 réel	2020 est.	2021 prév.
	Q1F	Q2F	Q3F	Q4F			
Taux d'intérêt (%)							
Taux cible du financement à un jour	0,25	0,25	0,25	0,25	1,75	0,25	0,25
Bon du Trésor Canada 3 mois	0,25	0,25	0,25	0,30	1,66	0,25	0,30
Billet gouv. Canada 2 ans	0,60	0,70	0,80	0,90	1,69	0,50	0,90
Billet gouv. Canada 5 ans	0,95	1,10	1,20	1,30	1,68	0,80	1,30
Oblig. gouv. Canada 10 ans	1,10	1,20	1,30	1,40	1,70	1,00	1,40
Écart sur la courbe de rendement (points de pourcentage)							
3 mois par rapport à 10 ans	0,85	0,95	1,05	1,10	0,04	0,75	1,10
2 mois par rapport à 10 ans	0,50	0,50	0,50	0,50	0,01	0,50	0,50
Taux de change							
\$ US/\$ CA (\$ CA)	1,34	1,34	1,34	1,34	1,32	1,34	1,34
\$ CA/\$ US (cents US)	74,49	74,63	74,63	74,63	75,76	74,38	74,63

Conclusion

L'économie canadienne subira une grave récession cette année, mais le vent tourne déjà.

Le principal risque est une deuxième vague d'infection, surtout si elle se solde par de nouvelles mesures de confinement. Si cette deuxième vague n'a pas lieu et que le redémarrage graduel des économies se poursuit partout dans le monde, le Canada pourrait entamer une remontée au second semestre de 2020.

Toutefois, il faudra au moins six trimestres avant que l'économie soit complètement rétablie, c'est-à-dire que l'activité économique atteigne son niveau d'avant la COVID-19. Ce long délai s'explique par la persistance des risques pour la santé et la nature graduelle du redémarrage. La reprise sera également ralentie par la faiblesse attendue du secteur des matières premières.

La pandémie, le confinement et la réouverture des lieux de travail produisent de nombreuses tendances qui influenceront non seulement sur la reprise économique, mais aussi sur la performance des secteurs au Canada. La récession laissera derrière elle des marques profondes et transformatrices. Par exemple, la dette publique accumulée ne sera pas comblée avant des années. Mais c'était le prix à payer pour éviter une dépression. La transition vers le numérique, l'IA, l'automatisation et le télétravail peuvent accroître la productivité, mais aussi avoir des répercussions sur le marché du travail plus tôt que prévu.

Ne vous méprenez pas, les répercussions de la pandémie de la COVID-19 sont sans précédent sur tous les plans. Il semble maintenant évident que les traces qu'elle laissera seront tout aussi singulières, ou du moins de longue durée aussi.

Personne-ressource

Craig Alexander

Économiste en chef

Services-conseils en économie

647-354-0348

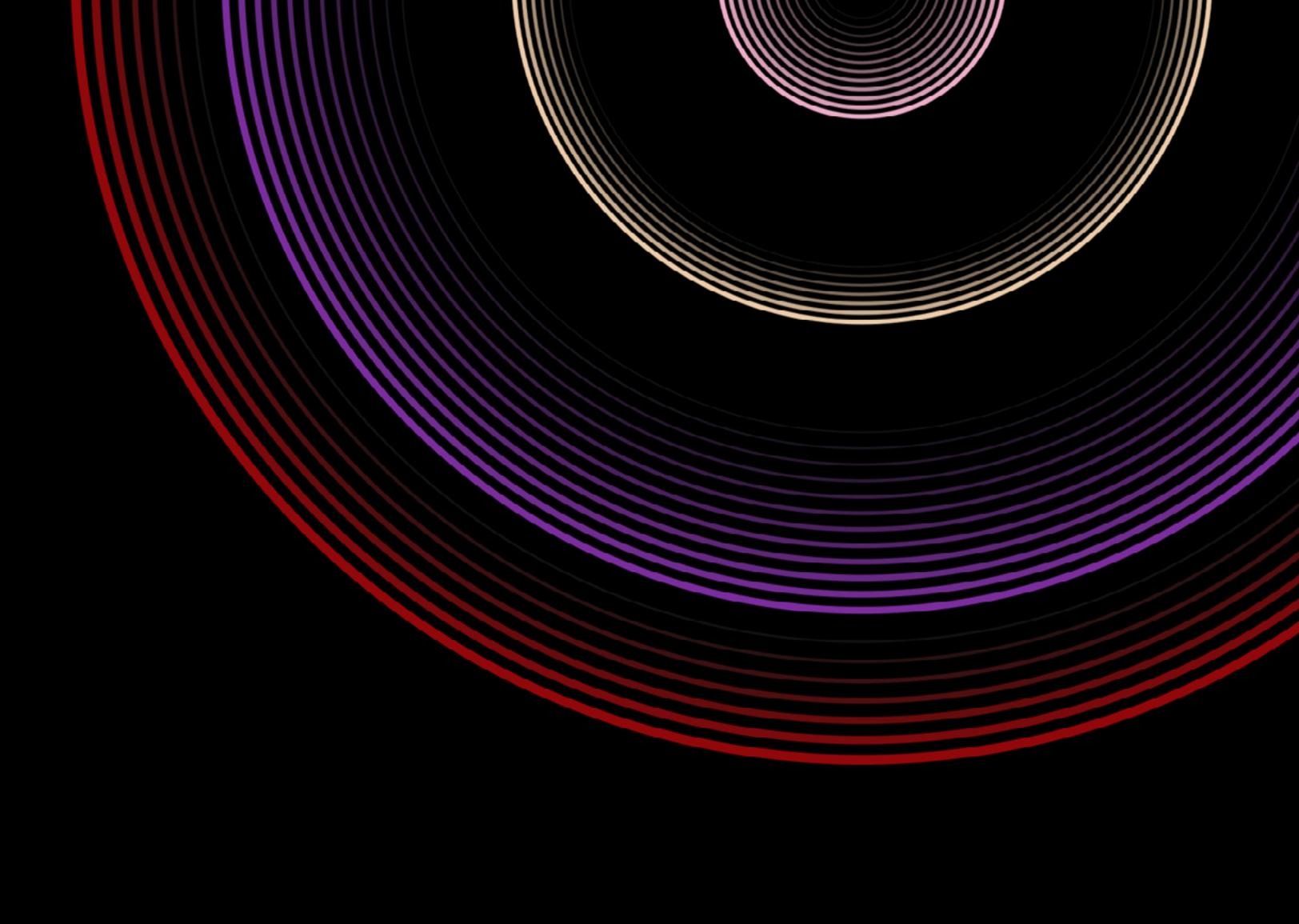
craigalexander@deloitte.ca

Collaborateur

Michael Dolega

Économiste principal

Services-conseils en économie



Deloitte.

À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500MD par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 312 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 12 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur LinkedIn, Twitter, Instagram ou Facebook.

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n'y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Ce document ne remplace pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisé pour prendre des décisions ou mettre en œuvre des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur vos finances ou votre entreprise. Avant de prendre des décisions ou des mesures qui peuvent avoir une incidence sur votre entreprise, vous devriez consulter un conseiller professionnel reconnu. Deloitte n'est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu'elle se serait fiée à la présente publication.